

LES MOMENTS FORTS DU CONGRÈS DES COMMUNES

19 > 22 SEPTEMBRE • TEAHUPOO
COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

**SUR LA VAGUE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**



‘Amuitahira a nō te mau ‘oire
SPCPF
SYNDICAT POUR LA PROMOTION
DES COMMUNES
DE POLYNÉSIE FRANÇAISE

Les tāvana investis pour leur territoire
autour de la transition écologique

**“RÉVEILLEZ-VOUS,
LA PLANÈTE EST EN DANGER!”**

Voici le point de départ de ce 32^e congrès des communes. L'ensemble des élus, partenaires institutionnels, invités et intervenants s'est donc réuni du 19 au 22 septembre autour d'un seul et même thème fédérateur : l'environnement et le changement climatique. Vaste sujet que celui de la transition écologique, symboliquement représenté par la mythique vague de Teahupoo, commune hôte de ce congrès, et terre des Jeux 2024. Retour sur une semaine riche en partages et en réflexions.

C'est dans « le petit coin de paradis » de Taiarapu-Ouest que les élus sont venus débattre de leurs grandes problématiques communales. Le choix de Teahupoo n'est évidemment pas anodin, puisque dans moins de 300 jours, le monde entier aura les yeux rivés sur cette petite ville de la presqu'île. Tout au long de ce congrès, il était en effet question de transformation, de passage d'un état à un autre : comment accompagner le développement économique tout en préservant la richesse de notre environnement ? Un double défi auquel ont tenté de répondre les participants avec l'appui d'experts et d'intervenants venus de tous horizons. Sous l'égide de l'animatrice Namoeata BERNARDINO, qui a su captiver son auditoire dès les premières notes, les congressistes ont éclairé les enjeux du monde communal.

**“ Ce congrès nous réunit
pour tracer une vision
commune de l'avenir.
Nous sommes ici
pour apprendre les uns
des autres, pour nous
inspirer mutuellement.”**



TETUANUI HAMBLIN MAIRE DE TAIARAPU-OUEST

L'engagement commun pour un avenir plus durable

Dès l'ouverture, en présence du Président du Pays, du Président du SPCPF, des représentants de l'État, des parlementaires et du maire de Taiarapu-Ouest, les congressistes sont amenés à réfléchir ensemble sur la définition de la transition écologique. Cet événement annuel est l'occasion de rappeler l'engagement et le dévouement sans faille des communes pour leur population, qui est au final la source, l'origine de chaque idée. Le citoyen qui se dresse face aux tāvana ne fait qu'un, il rencontre des problématiques et cherche des solutions ; tel est le cœur du sujet. Quels sont donc les projets mis en place par les communes, l'État et le Pays pour préserver les lagons et les terres ? Quel est le trait commun qui permettra de mener les discussions à des décisions concrètes et audacieuses ? Comme l'a précisé Tetuanui HAMBLIN, œuvrer dans une volonté de concordance et d'unité sera la seule façon de garantir un avenir viable pour les futures générations. Il a exprimé « sa grande fierté » d'accueillir tous ceux qui ont contribué à l'organisation de ces débats ouverts.

“ La transition écologique n'est pas une option, c'est une obligation. Il faut prendre ce sujet à bras le corps. ”



CYRIL TETUANUI PRÉSIDENT DU SPCPF

L'unité du monde communal, comme levier du développement durable des territoires

Cyril TETUANUI, dans le prolongement de la discussion, a approuvé et ponctué son discours de réelles intentions, surtout celle de matérialiser l'unité du monde communal. Le sujet de l'environnement, cœur de cible depuis trois années consécutives, reste un défi immense qu'il ne faut plus sous-estimer. Par les valeurs de neutralité des équipes du SPCPF, les tāvana peuvent compter sur leur accompagnement vers cette nouvelle dynamique.

“ Notre société se transforme, et nous en sommes les moteurs, nous élus et agents communaux. Ne partez pas seuls à l'aventure. Ensemble, nous irons plus loin. ”

Le Président du SPCPF a également noté l'engouement des élus à participer au développement durable de leur territoire, particulièrement grâce au rôle clé des communautés de communes. L'exemple des pionniers, les Marquises avec la Codim, ainsi que Hava'i aux îles-Sous-Le-Vent, et enfin Terehēamanu, permettront à terme la croissance « d'un territoire vers des territoires ». Même si l'image d'un Fenua unique, sans division aucune,

planait sur le discours de Cyril TETUANUI, le risque à évaluer n'en est pas moins important. Il met en garde contre une perte d'unité, un manque de solidarité du fait d'une attention trop exclusive des communes respectives. Enfin, ce dernier réclame davantage de compétences au niveau communal, telles que celle de « disposer de plus d'outils face au centralisme du Pays qui prime sur les capacités des territoires à décider de leurs propres trajectoires. »



“ Nous allons discuter de tout, aucun sujet ne sera tabou. Je suis un pragmatique, j'abhorre les usines à gaz. J'aime les projets concrets. ”

MOETAÏ BROTHERSON PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Une dimension pragmatique

Le Président du Pays, ainsi que l'ensemble du gouvernement, étaient présents en ce premier jour pour faire passer aux tāvana des messages essentiels.

Le ton est lancé, Moetai BROTHERSON souhaite aborder ce congrès par des cas concrets, et s'il ne se veut pas inquiétant, il reste néanmoins réaliste quant au devenir des Tuamotu et des Australes. Dans 10 ou 20 ans, ces archipels auront-ils su maintenir une activité économique suffisante pour y accueillir les prochains congrès ?

Y répondre positivement relève d'une véritable gageure. En réponse au Président du SPCPF à l'égard d'une centralisation du pouvoir, Moetai se dit défavorable quant à « la transposition du jacobinisme décrié dans l'hexagone ». Il souhaite donner plus d'autonomie aux collectivités communales, spécialement au travers des Fare Ora, dispositif qu'il a exposé lors d'échanges privilégiés avec les tāvana.

ÉRIC REQUET

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU HAUT-COMMISSARIAT

L'importance du vivre ensemble

Au-delà d'être une plateforme de connexion, ce congrès avait aussi pour ambition de faire valoir la fonction des maires. Ces derniers se sont vus sincèrement salués pour leur travail par Éric REQUET, le Secrétaire général du Haut-commissariat : « Vous servez l'intérêt général sans en attendre des privilèges ou une reconnaissance. Soyez-en remerciés. Merci également pour votre engagement quotidien au service de vos communes, votre engagement en tant qu'agents de l'État pour une partie de vos fonctions, votre engagement sans faille, votre engagement permanent ». Éric REQUET a rassuré les élus, en affirmant la capacité de l'État à les assister dans la réalisation et l'exécution de leurs projets sur le plan financier (dotations telles que le Fonds vert), mais aussi sur le plan technique. L'accent a été mis sur les enjeux de la protection, au travers d'un comité polynésien de la sécurité civile qui se réunira au mois d'octobre. Le Haut-Commissaire et l'ensemble des représentants de l'État souhaitent associer la Polynésie aux futures actions liées à l'environnement. L'année 2024 sera l'année des Océans, et au cours de l'année 2025, s'organisera une convention des Nations Unies pour réfléchir au sujet de la montée des eaux.



“ Nous sommes conscients que toutes les communes n'ont pas la capacité en ingénierie de monter des projets parfois un peu lourds.”

LA NOUVELLE-CALÉDONIE EN INVITÉE

Chaque année, le SPCPF invite les deux associations de maires de Nouvelle-Calédonie à venir assister au congrès. Étaient présents lors de cette 32^e édition les représentants de l'association des communes françaises des maires de Nouvelle-Calédonie/AFMNC et de l'association des Maires de Nouvelle-Calédonie (AMNC), avec les communes de Kouaoua et de Koumak. Ils ont ainsi pu partager avec leurs homologues leur expérience de communes insulaires, quant aux actions entreprises pour le bien-être de leurs concitoyens.



LE SAVIEZ-VOUS ?

À noter : dans un souci écologique et de limitation de l'empreinte carbone, un service de transport en commun a été mis en place pour se rendre sur le site.

Première rencontre officielle des maires avec le Président

Après une présentation des orientations du gouvernement et un échange avec les participants, le Président du pays a abordé :

Le projet de restitution de la compétence du traitement des déchets au Pays



Il s'agissait pour le Président de poser l'acte 0 du projet. La difficulté actuelle des communes réside dans le fait qu'elles ne génèrent pas suffisamment de déchets pour les solutions préexistantes, et qu'elles souffrent d'un manque de moyens et d'ingénierie. Moetai BROTHERSON a donc dévoilé les étapes de cette évolution et s'est voulu réaliste quant à l'étendue des travaux :

“Ce sera un processus logistique long. Il va falloir modifier les textes, ça ne sera pas évident.”

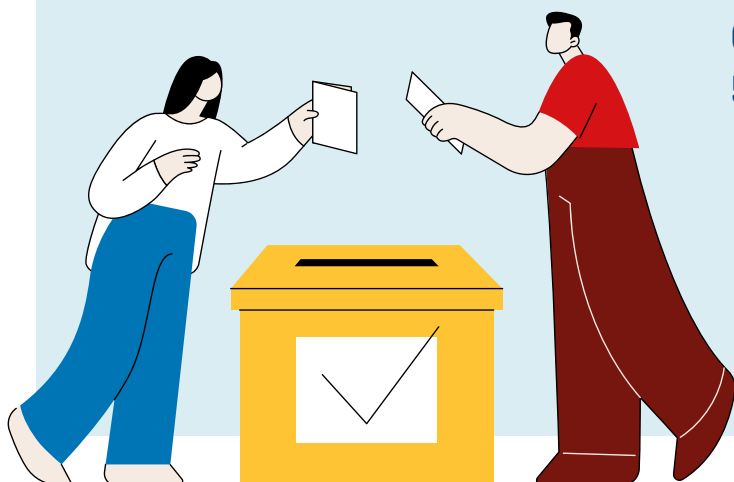
Un procédé pourrait être mis en œuvre sous la conduite d'un ingénieur guadeloupéen, qui consisterait à créer de l'énergie par l'hydrogène produit avec les déchets collectés. Dit différemment, il s'agirait de valoriser les déchets dans un schéma d'économie circulaire.

Néanmoins, des questions financières demeurent :

- Qu'ont les communes à y gagner ?
- Et comment le Pays va-t-il évaluer les incidences sur les dotations communales ?

Cette reprise de compétence est bien une proposition du gouvernement, elle n'est en aucun cas une obligation. À la fin des entretiens, un courrier a été remis aux élus afin que les communes posent clairement leurs intentions : « Acceptez-vous que le Pays commence des travaux d'analyse pour évaluer ensemble les conséquences techniques, financières et juridiques d'une reprise de la compétence de traitement des déchets ? » Un calendrier prévisionnel a été présenté, avec l'annonce des premières propositions dès septembre 2024, pour un lancement des travaux législatifs. L'accord de principe a été distribué à chaque commune et intercommunalité concernée, qui devait rendre son coupon-réponse durant le congrès.

L'annonce des résultats s'est faite vendredi lors de la clôture :



Consultation des coupons-réponses
50 courriers distribués, **RÉSULTATS :**

38 OUI / 1 NON

Le lancement des travaux d'analyse se fera « au plus tôt, car il faut agir dès maintenant »



LES MOMENTS FORTS DU
CONGRÈS DES COMMUNES 2023



TEAHUPOO ET TAIARAPU-OUEST sous le feu des projecteurs

“Ces Jeux rappelleront
au monde entier que
le surf est né chez nous,
et nulle part ailleurs.”

Nahema TEMARII, ministre des Sports,
de la Jeunesse et de la Prévention
contre la délinquance

La commune de Taiarapu-Ouest dénombre 8 078 habitants et trois communes associées (Toahotu, Vairao et Teahupoo). Elle se situe à une soixantaine de kilomètres de Papeete, au sud de l'île de Tahiti. Membre de la communauté de communes Terehēamanu, Taiarapu-Ouest est réputée pour sa nature préservée, et compte bon nombre d'acteurs du secteur primaire (agriculteurs, pêcheurs et artisans). En juillet 2024, elle sera le seul territoire « ultra marin »

à accueillir une épreuve des JO. Quelle démarche adopter pour concilier aménagement du territoire et préservation de l'environnement ? L'exemple de Teahupoo illustre parfaitement ce double enjeu. En devenant une vitrine mondiale pour promouvoir l'attraction de tout un pays, la commune va se heurter aux problématiques actuelles environnementales. De facto, la transition écologique est-elle un frein au développement économique et social ou au contraire un accélérateur d'innovation ?

La région de Taiarapu-Ouest s'apprête en effet à recevoir une masse qu'elle n'a pas l'habitude d'accueillir. Dans moins de neuf mois, la vie des habitants se verra alors bouleversée. Les congressistes ont pu assister à la projection d'un documentaire sur les JO, et à un discours instructif et avisé de la Ministre des Sports, de la Jeunesse et de la Prévention contre la délinquance, Nahema TEMARII. Selon elle, il a été important d'établir et de définir les rôles de chacun : celui du Pays, de l'État, de l'organisation Paris 2024, de la commune de Taiarapu-Ouest, mais aussi celui de la communauté de communes Terehēamanu. Comme elle le précise : « **cet événement doit d'abord profiter aux Polynésiens, et susciter leur enthousiasme malgré leur appréhension.** »

FARE ORA, des maisons de vie au service des habitants



Conscient du travail déjà effectué par les communes pour « matérialiser l'action publique », Moetai BROTHERSON a présenté le concept des Fare Ora, axé sur deux principes. Ces guichets uniques de l'administration permettront aux communes d'intervenir légalement dans les compétences du Pays, mais aussi sur des sujets capitaux pour les habitants tels que l'alimentation ou l'éducation au sport santé. Ces formules seront volontairement sur mesure, afin de s'adapter aux contraintes et sensibilités de chaque commune.

Actuellement, cinq municipalités, dont Mahina, ont adhéré au projet, et d'autres ont signé leurs lettres d'intention vendredi 22 septembre en présence des membres du gouvernement. Vanina CROLAS : « **avec les Fare Ora, c'est l'Administration du Pays qui ira à la rencontre de la population.** »

Le choix d'une méthodologie participative

Comment construire les projets de transformation ? Ce 32^e congrès, lieu de toutes les expérimentations, était aussi l'occasion de jauger pour la première fois l'efficacité des forums ouverts. L'objectif de la deuxième matinée était donc de présenter, sur la « Place du marché », des éléments en lien avec la thématique suivante :

Quels leviers actionner pour favoriser la transition écologique sur son territoire communal ?

16 sujets ont été retenus, les groupes se sont formés, et l'accès aux ateliers, par la suite, s'est fait en libre circulation.



Retours d'expérience :

- 1** L'installation de **pontons solaires flottants** à Kauahi (Fakarava), qui permettrait une production d'électricité à moindre coût, ainsi que la régénération des coraux détruits. Il s'agit d'un projet privé, porté par Total énergie en lien avec le CRIOBE.
- 2** À Taputapuātea (Raiatea), **une zone de pêche réglementée** a été créée et reconduite pour 5 ans, dans le but de préserver les ressources marines, en associant la population par la mise en place d'un programme éducatif.
- 3** **La protection du patrimoine** par l'inscription à l'UNESCO des **12** îles des Marquises était le sujet de Félix Barsinas, maire de Tahuata. Le classement des Marquises répond à « un engagement à vouloir respecter son patrimoine culturel et naturel selon les valeurs universelles et exceptionnelles définies par l'UNESCO ».
- 4** **Sécheresse et manque d'eau**, en particulier aux Tuamotu. Il s'agissait ici de trouver des solutions innovantes de fournitures d'eau face aux longues périodes sans pluie. Une aide doit être réinstaurée aux particuliers pour faciliter l'acquisition des cuves de récupération.
- 5** Vai GOODING, tāvana des Gambier, a évoqué l'importance de la mise en place d'une **scierie communale** en raison de la disponibilité de matières premières locales, notamment des pins. L'étude doit être faite en particulier sur l'écart de tarif entre les bois locaux et les bois importés.





- 6** Cyril TETUANUI a énoncé le projet de construction d'une **usine à biomasse** et d'une rhumerie dans les îles hautes afin de valoriser les déchets verts, et de produire de l'énergie. Le projet serait adaptable pour les Îles Sous-le-Vent (CC HAVA'), les îles du Vent, les Marquises, et les Australes.
- 7** La **gestion des déchets**, autre sujet phare du congrès présenté ici par Victoire LAURENT de Faa'a et Teddy TEHEI de Paea. Le cycle des 3 R (Réduire Réutiliser Recycler) a permis la diminution du ramassage des déchets par deux ; les communes utilisent aussi un système de pesage afin d'étudier les habitudes des citoyens.
- 8** La **montée des eaux** a de grosses conséquences sur les îles, en particulier aux Tuamotu, où des solutions sont envisagées pour y faire face. Les pistes évoquées sont le prélèvement de sable à 30 mètres du rivage plutôt que sur le littoral, la plantation de cocotiers pour stabiliser les plages, ou encore la construction de digues provisoires côté lagon.
- 9** Des initiatives pour la **transition alimentaire** et le goûter 100 % local ont été présentées par Bruno FLORES, maire de Raivavae. Elles visent à promouvoir une alimentation locale dans les écoles, en impliquant les parents dans une nouvelle démarche de consommation. La mise en place de jardins partagés ou d'échanges entre les élèves de différentes localités est suggérée.
- 10** La transition vers des **sources d'énergie plus durables**, thématique du tāvana Taputuarai (Haapiti) se fera dans un premier temps par l'identification des pôles énergivores des bâtiments municipaux, afin d'envisager des constructions bioclimatiques. Les freins politiques, administratifs et financiers sont également évoqués comme des défis à surmonter.
- 11** Les menaces liées à la distribution d'**eau potable** sont nombreuses, particulièrement à Bora Bora. La faible disponibilité des ressources en eau et les problèmes sanitaires qui en découlent sont abordés. La commune cherche à développer l'économie locale pour permettre aux habitants de payer leur consommation, tout en encourageant une utilisation responsable de l'eau.



- 12** Les sujets du transport et de la **mobilité verte** à Moorea répondraient à une saturation des réseaux routiers sur l'île (notamment les week-ends). Plusieurs idées sont proposées, comme élargir les routes, créer des pistes cyclables et taxer les véhicules venant de l'extérieur. Aussi, l'éventualité soulevée est celle d'un transfert de compétences à la commune en matière de gestion des transports publics.
- 13** Françoise AH-SCHA et Félix BARSINAS ont évoqué l'**élevage intensif** et la gestion des animaux en divagation, avec la valorisation de la viande de chèvre et son impact écologique. Des projets futurs envisagent de favoriser l'économie locale et de réduire la consommation de la population en viande importée.
- 14** Des suggestions sont faites aux Tuamotu (Nukutavake) pour **responsabiliser les perliculteurs dans la prise en charge de leurs déchets**. À Makemo, le pays et la commune travaillent ensemble : des bateaux ont été mis à disposition pour aider les perliculteurs à assurer la gestion et le rapatriement de leurs déchets, qui peuvent aussi être transformés en bacs (par la société Tura Ora).
- 15** **Incinération et valorisation des déchets** : à Huahine, Piloni Gibert, membre de la CC HAVA'I, partage son expérience. Le voyage d'études réalisé récemment à Saint-Barth a permis de rendre compte de la faisabilité technique d'un incinérateur pour le gisement des déchets des Îles-Sous-le-Vent, soit environ 6000 tonnes. Cependant, le financement s'avère être un obstacle majeur ; la solution envisagée est déjà la prévention par le tri des déchets.
- 16** Les **avantages de l'apiculture naturelle** sont à prendre en considération. Les serres pilotes de Huahine œuvrent pour promouvoir une agriculture raisonnée, en lien avec la pollinisation des abeilles sur les fruits. La nécessité de réduire l'utilisation de pesticides est également soulignée, ainsi que l'importance de sensibiliser les élus et la population aux bonnes pratiques apicoles.





Un congrès porteur de solutions

Malgré les sonneries de l'école Ahototeina qui retentissaient souvent, les congressistes étaient assidus et concentrés en salles de classe lors des différents ateliers. Ensemble, et avec le concours des intervenants, ils ont questionné cinq sujets afin de trouver des solutions innovantes et audacieuses.

1/ Présentation du Village de l'eau, un atelier animé par des experts du SPCPF et des services du Pays (DIREN et DEP), et articulé autour de 7 stands. Les visuels exposés, créés à destination des communes, avaient entre autres pour vocation d'informer :

- sur la gestion raisonnée de l'eau : prévenir et maîtriser les pertes en eau sur le secteur public, mais aussi optimiser la production d'eau (alimentation de forages par énergie renouvelable, etc.) ;
- sur la conduite raisonnée de la consommation abonnée : sensibilisation au gaspillage de l'eau, aux bons gestes à avoir, etc. ;
- sur la gestion d'un service d'eau malgré des ressources limitées, avec l'exemple de Reao aux Tuamotu et la production d'eau potable à partir d'eau de pluie.



2/ L'atelier sur l'alimentation saine et durable

avait pour objectif d'échanger autour des pratiques pour améliorer la santé publique des enfants et des habitants, en favorisant l'accessibilité aux produits locaux de qualité. Autour d'un expert du SPCPF, la DAG et la Direction de la Santé sont intervenues au sujet du Plan de Transition Alimentaire. Le constat est fait : 53 % de la population n'a pas accès à une nutrition saine. Dès lors, plusieurs défis :

- modifier le comportement alimentaire et rendre les écoles ambassadrices (programme d'éducation au goût) ;
- limiter le gaspillage alimentaire dans la restauration scolaire du premier degré ;
- développer les filières vivrières (haute valeur nutritionnelle) par le projet TAVIVAT.

3/ Autre enjeu majeur, celui de la transition énergétique : la Polynésie française s'est fixé comme but d'atteindre 75 % d'énergie renouvelable à l'horizon 2030. Plusieurs trames ont été abordées, telles que l'éclairage public, l'optimisation énergétique des bâtiments communaux, le déploiement d'un outil de mesure des consommations, ou encore l'importance de faire des bilans énergétiques. Deux représentants de la FNCCR sont venus partager leur expertise en la matière. Selon un élu de la commune de Tikehau, Frédéric TERIIATETOOFA également élu-formateur au SPCPF : **« le premier levier n'est pas l'argent, mais l'humain. Il faut changer les mentalités, car la population pense que l'énergie est gratuite ».**



4/ Tendre vers un numérique plus responsable est un enjeu du pouvoir public. Partant du diagnostic que 10 % de la consommation électrique vient des services numériques, les communes ont donc leur rôle à jouer. La mise en œuvre de technologies plus responsables permettra de limiter au maximum la pollution numérique. Les actions à mener au niveau local sont nombreuses : réduire l'empreinte carbone, recycler plutôt que jeter, privilégier les Datacenter, éteindre les appareils, etc. L'association FACE à Tipaerui propose de former des personnes en insertion aux solutions de traitement des déchets électroniques.

5/ Comment concilier aménagement du territoire et transition écologique ?

Quels sont les défis de développement des communes ? Des solutions existent déjà à l'échelle communale, et c'était le vif du sujet de cet atelier, présidé par Chantal KWONG, élue formatrice du SPCPF, et adjointe à la commune de Mahina. Les représentants de plusieurs communes se sont entretenus autour de leurs problématiques et solutions respectives. Dans un premier temps, le projet de territoire de la communauté de communes de Terehēamanu, débuté en novembre 2021, a été dévoilé. Il part d'un constat simple : le territoire offre un potentiel exceptionnel par la biodiversité de sa faune et de sa flore terrestre et maritime. En partenariat avec l'agence OPUA, les élus entendent préserver cet atout et faire de Terehēamanu un lieu privilégié de transitions et de transformations. Par ailleurs, dans le cadre de la protection du Fenua Aihere, la mise en place du Rahui de Teahupo'o a été présentée, tout comme le Plan de Prévention des Risques. Toutes ces activités sont nécessaires pour répondre aux problématiques d'eau potable, de collecte et de traitement des déchets et eaux usées, ou encore de l'accès aux voiries ou aux littoraux.

En ce 3^e jour, le Haut-Commissaire s'est rendu sur place pour une longue immersion dans les ateliers et pour partager le déjeuner avec les tāvana.

LE RÔLE MAJEUR DES TĀVANA

En ce dernier jour béni par la pluie, la vague de la bonne humeur a déferlé sur le congrès.

Après une présentation de Rosita HOFFMANN, Directrice Générale des Services de la communauté de communes de Teherëamanu, sur les enjeux et conditions de réussite d'un projet, les tāvana se sont essayés à l'exercice du **parcours challenger**. L'objectif de cette journée était donc de construire des projets concrets et viables en matière de transition écologique, et d'en vérifier la faisabilité. Les congressistes se sont rassemblés en îlots, par communes ou archipels ; ou pour créer leur propre communauté de communes. C'était notamment le cas de « RORI », dont les participants garderont un souvenir mémorable. Les experts, cités ci-dessous, ont apporté leurs compétences et connaissances techniques :



Pour l'énergie : le FNCCR.



Pour l'alimentation durable : l'association Pacific Food Lab de Nouméa, cluster de l'alimentation durable en Nouvelle-Calédonie, missionnée en 2023 par la Communauté du Pacific Sud pour la mise en œuvre du projet PROTEGE « Une parcelle bio pour cantines à l'unisson », des produits locaux et bio dans les cantines des PTOM du Pacifique. Objectif : faire émerger un Top50 des produits locaux associés à des recettes culinaires océaniques appréciées des enfants. La DAG était aussi présente.



Pour les ressources marines : la DRM.



Pour l'urbanisme et l'aménagement : l'agence OPUA.



Pour l'eau : la DIREN.

LES ÉQUIPES DU SPCPF en qualité de gestionnaires et avec l'aide des élus formateurs, ont quant à eux accompagné et consolidé les éléments opérationnels nécessaires à la mise en œuvre des programmes communaux. Enfin, dans un but de mutualisation des propositions, les intervenants se sont prêtés au jeu de séduction en surfant sur le « pitch de vente de leur projet ».

Voici les différents projets :

1/ Développer le tourisme durable aux îles-Sous-le-Vent / Raromatai, avec l'objectif de devenir une destination labellisée « Pavillon bleu », services publics de qualité, mobilité mutualiste et vertueuse, etc.

Gaston Tong Sang : « **On veut imaginer un schéma du tourisme durable et varié aux Raromatai, et aujourd'hui, nous ne sommes plus dans un projet virtuel, mais dans un projet réel et faisable.** »

2/ Tiarapu-Ouest : la reprise en règle par la commune de la **restauration scolaire**, aujourd'hui assumée par deux associations. Les élus souhaitent proposer des menus équilibrés en privilégiant les circuits courts pour l'approvisionnement des produits locaux afin de s'inscrire dans le projet d'alimentation durable.



3/ Le problème de manque d'eau aux Tuamotu : la population grandissante demande plus d'accès à l'eau potable. Il est donc nécessaire d'augmenter la capacité de stockage, et de déployer davantage de citernes, en réduisant parallèlement la dépendance vis-à-vis de l'arrivage des bateaux « gros fournisseurs de bouteilles d'eau en plastique ».

4/ L'élaboration d'infrastructures bioclimatiques par les communes de Tiarapu-Est et Ouest, Papeete, Moorea-Maiao, Mahina, Teva I Uta, Papara, Ua Huka. Il s'agissait de réfléchir à un projet durable et novateur approprié à chaque archipel, et de prendre en compte tous les éléments environnementaux. « **Avant, quand on réalisait une école, on ne se préoccupait pas de l'aspect environnemental. Aujourd'hui, avec notre groupe, nous avons réfléchi à comment adapter ces réalisations au contexte social, climatique et financier de nos communes. Nous sommes partis du fil conducteur de l'école bioclimatique de Moorea pour bâtir notre réflexion.** »



5/ « RORI », qui rassemblerait 2 500 habitants des archipels des Australes et des Gambier est une commune respectueuse de l'environnement. Elle souhaite recycler les eaux usées émanant de l'assainissement pour les agriculteurs et les particuliers. Pour ce faire, la commune envisage la construction d'un bureau d'études et la formation d'ingénieurs, pour l'analyse et le contrôle de l'eau. Pour les îles en altitude la solution serait de mettre en hauteur les fosses d'épuration, de récupérer la boue, afin d'optimiser la distribution en utilisant les reliefs.

6/ La finalité des Zones de pêche réglementées est de mutualiser les moyens de surveillance et d'impliquer les habitants. Il s'agira de coordonner les actions afin de booster le secteur de l'aquaculture, et de créer des emplois autour des activités marines. Pour les communes de Mahina, Pirae, Fa'a, Punaauia, l'ambition sera de préserver le patrimoine classé et de bien gérer les ressources.



7/ La commune de MAKÀ (MARquises et CALédonie) œuvrera pour la valorisation des produits locaux dans les cantines scolaires. Aujourd'hui, seulement 15 % des produits locaux sont utilisés. À terme, dans un délai de 3 ans, l'objectif sera de 80 %. Pour cela, il sera nécessaire entre autres d'identifier les acteurs du secteur primaire, de former les agents, de limiter le gaspillage, et de faire aussi appel à des diététiciens afin que MAKÀ accède au Label « École en santé ».

Ils s'en souviendront..

Cette année, à la demande du Président du SPCPF, l'accent a été mis sur la découverte du territoire de Tairapu-Ouest. Les différentes visites comptent aussi parmi les moments forts de ce congrès.



Mercredi après-midi, les congressistes se sont répartis en 3 groupes en direction de l'IFREMER et du quai de Vairao.

Les recherches proposées par l'IFREMER sont en lien avec la thématique du congrès, car elles portent sur l'impact du changement climatique et du microplastique sur les espèces marines (récemment celle des crevettes). À tour de rôle, les différents groupes ont assisté aux présentations des activités de l'IFREMER, par Philippe MOAL (directeur de l'Institut) et Guillaume MITTA (directeur de recherche). La DRM est également intervenue pour décrire ses activités

et ses travaux : par exemple la nurserie qui fait grossir les huîtres perlières ou encore la culture d'algues pour alimenter les espèces marines. Enfin, les élus ont quitté le quai de Vairao pour découvrir la ferme d'aquaculture AQUAPAC, reconnue pour la qualité de ses élevages.

Jeudi après-midi, les groupes se sont rendus sur le site du Marae Nuutere de Vairao.

Ils ont ensuite été bercés par la voix d'Hinano LÉBOUCHER sur les contes de Tairapu, avant de déguster une collation dans une ambiance musicale d'antan.

Le ma'a, concocté spécialement par un réseau de 25 chefs cuisiniers, a quant à lui retenu toute l'attention. Ces pauses méritées, précédées d'un silence recueilli amené par « Namo » (l'animatrice du congrès Namoeata), furent pour nos congressistes un véritable regain d'énergie. Sous la tutelle du chef privé Patrick RUEL et de Doris HART, élue communale de Uturoa expérimentée et pionnière du pool d'élus formateurs du SPCPF, les repas se sont surtout inscrits dans les thèmes de la restauration collective et de la valorisation des produits locaux. Ils ont permis de promouvoir le patrimoine culinaire sous plusieurs formes, de mettre à l'honneur le savoir-faire des chefs cuisiniers communaux, et de partager des recettes qui pourront être reproduites dans les cantines.



“Le Congrès fut riche intellectuellement, mais aussi riche pour les papilles.”

Cyril TETUANUI,
Président du SPCPF



ENSEMBLE, FAIRE LA DIFFÉRENCE



Cyril TETUANUI conclut en qualifiant ce congrès de novateur et il le définit comme « le meilleur des laboratoires avant l'expérimentation ». Selon lui, les meilleurs chercheurs sont les tāvana, qui ont proposé des sujets nouveaux tels que la mobilité verte et les pontons solaires flottants.

S'il doit agir comme un déclencheur dans les relations à tisser avec le Pays, ce congrès avait pour mission de faire prendre conscience aux élus de l'importance de l'environnement et de ses richesses. En effet, comme le souligne le Président du SPCPF en évoquant la grandeur de l'école Ahototeina, « comment ne pas être touchés au cœur par la cause de la transition écologique quand on est entourés d'un environnement aussi beau ? » Avant de conclure :

« Il y a ici des personnes qui vivent le territoire dans leur chair, qui le vivent physiquement dans leur âme ».

Il est ressorti de ces quatre journées l'importance de forger des partenariats solides, de mener des actions concrètes pour pérenniser la beauté de l'environnement et garder intact le littoral. Le mot d'ordre est de ne pas s'arrêter là.



ILS RETIENDRONT...

Votre moment fort du congrès ?



Par les rires, l'harmonie, les échanges productifs et les différents ateliers, les congressistes ont finalement su dompter la vague de la transition écologique.

S'il y avait une phrase à retenir, ce serait celle-ci :

« Avant de mettre la charrue avant les bœufs, il est préférable de les sortir de l'enclos. »

Une image qui illustre parfaitement ce congrès, qui aura permis d'aboutir à des décisions éclairées et à des projets innovants à fort impact sur les enjeux environnementaux.

LE 32^e CONGRÈS en quelques chiffres :

164 Élus et cadres
 73 invités
 17 intervenants
 28 membres du SPCPF
 Un réseau de 25 chefs cuisiniers

LISTE DES ACRONYMES

- SAGE : Schéma d'Aménagement Général
- SIG : Système d'Information Géographique
- OPUA : Agence d'aménagement et de développement durable des territoires de la Polynésie française
- IFREMER : Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer
- DRM : Direction des ressources marines
- CRIOBE : Centre de Recherches Insulaires et Observatoire de l'Environnement
- CET : Centre d'Enfouissement Technique
- DAG : Direction de l'Agriculture
- FNCCR : Fédération nationale des collectivités concédantes et régies
- DIREN : Direction de l'Environnement
- DEP : Département d'Eau Potable (SPCPF)

yiunik.pf

Directrice de la publication : Ivana SURDACKI - Rédaction : Julia URSO (Mots des îles) - Suivi d'édition : Laurence CUCHEVAL
 Photos : Manu'a VECKER-SUE, SPCPF - Conception graphique et réalisation : YIUNIK - Impression : STP-Multipress

